Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 11, n°3 | Décembre 2020

Varia

Nous sommes tous des nimbystes : plaider pour l'utilisation de la notion d'acceptabilité sociale

We are all nimbysts : plea for the use of the notion of social acceptability

Hervé Flanquart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17718>

DOI : [10.4000/developpementdurable.17718](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17718)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Hervé Flanquart, « Nous sommes tous des nimbystes : plaider pour l'utilisation de la notion d'acceptabilité sociale », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 11, n°3 | Décembre 2020, mis en ligne le 20 décembre 2020, consulté le 14 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/17718> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.17718>

Ce document a été généré automatiquement le 14 janvier 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Nous sommes tous des nimbystes : plaider pour l'utilisation de la notion d'acceptabilité sociale

We are all nimbysts : plea for the use of the notion of social acceptability

Hervé Flanquart

- 1 La question de l'acceptabilité sur un territoire se pose à chaque fois que celui-ci accueille un nouvel arrivant, que ce soit un équipement, une technique ou un groupe d'individus. L'implantation d'un champ d'éoliennes, d'un incinérateur d'ordures ménagères ou d'un foyer pour migrants vient perturber l'ordre existant, provoquer une reconfiguration des relations entre les acteurs déjà présents, aussi certains habitants peuvent-ils se sentir perdants et s'opposer au nouvel entrant. Dans ce cas, on peut alors parler de faible acceptabilité, voire de refus dans les cas les plus marqués. Même si l'acceptabilité définie de la sorte peut sembler être une notion plutôt neutre, beaucoup de sociologues et autres chercheurs en sciences sociales n'aiment pas l'employer. Quant à ceux qui le font, ils sont facilement soupçonnés de faire le jeu des porteurs de projets. Les autres chercheurs les voient comme des supplétifs de ces acteurs ; chargés de les assister dans leur stratégie de rendre acceptable ce qui en fait ne l'est pas (Raufflet, 2014 ; Bicaïs, 2007 ; Kent et Lane, 2009).
- 2 Dans cet article, nous allons tenter de montrer que les choses ne sont pas si simples, que malgré tous les défauts qu'on peut lui trouver, le concept d'acceptabilité est utile pour décrypter ce qui se passe dans un certain nombre de situations. Notre but est également de mettre en évidence le paradoxe existant dans le discours de ceux qui, tout en rejetant l'expression « acceptabilité sociale », qui selon eux masque souvent un manque de démocratie, sont amenés à faire le jeu d'un certain nimbysme, d'une opposition à des projets possédant à la fois légitimité politique et intérêt collectif. Pour le montrer, nous nous appuierons de manière privilégiée sur l'exemple de l'acceptabilité sociale des installations de production d'énergie renouvelable – les éoliennes tout particulièrement –, mais évoquerons aussi d'autres projets qui

engendrent des problèmes du même ordre, par exemple les foyers pour sans-abris ou pour migrants.

1. Le refus de voir le nimbysme des opposants au projet

- 3 Des projets voient le jour, qui programment des éoliennes dans des plaines agricoles, un méthaniseur dans une ferme de village, un terrain d'accueil pour les gens du voyage sur le territoire d'une commune, et avant même que les travaux débutent des pétitions commencent à circuler, des banderoles sont déployées et des associations d'opposants constituées. L'argument le plus souvent mis en avant par ces opposants est que, sans être hostiles à la technique ou à la politique d'accueil de ces nouveaux entrants, ils estiment qu'il existe de bien meilleurs endroits que là où ils vivent pour les planter. Aussi, à l'occasion de contrats de recherche institutionnels ou (partiellement ou totalement) privés, des chercheurs en sciences sociales sont sollicités pour aider les autorités publiques et/ou les porteurs de projets à comprendre ce qui se passe. Ils doivent notamment identifier les raisons du rejet du projet par un certain nombre d'acteurs du territoire, le plus souvent une partie de ses habitants. Lorsqu'ils arrivent sur le terrain, la plupart de ces chercheurs commencent par affirmer haut et fort leur objectivité, leur volonté de ne pas prendre part au conflit. Il s'agit pour eux, disent-ils, de mettre à plat les conflits et leurs sources, pas de justifier quelque action que ce soit entreprise par qui que ce soit ; on ne peut alors que leur donner raison.
- 4 Néanmoins, lorsqu'on lit ce que la plupart d'entre eux écrivent pour rendre compte de ce qu'ils ont observé au cours de leur enquête, on peut se demander si le cap a été tenu, si leurs bonnes intentions – celles d'objectivité – n'ont pas été quelque peu dévoyées. La plupart du temps, les habitants protestataires semblent avoir été écoutés avec une certaine bienveillance, les porteurs de projets avec beaucoup plus de suspicion. Ainsi, les habitants ne sont-ils presque jamais présentés comme nimbystes, et qui se hasarde à faire remarquer qu'il y a peut-être aussi de l'égoïsme chez eux est facilement accusé de les dénigrer, de les stigmatiser (Batellier, 2016 ; Boissonade *et al.*, 2016 ; Devine-Wright, 2009 ; Wüstenhagen *et al.*, 2007 ; Wolsink, 2000). Pourtant, face au projet qui vient perturber l'ordre des choses, les habitants focalisent plus souvent sur la préservation de leur environnement habituel et de la valeur de leur bien immobilier que sur les bénéfices collectifs que peut apporter la nouvelle installation, la technologie innovante, etc. Incontestablement, il existe chez beaucoup de chercheurs, et semble-t-il tout particulièrement chez les sociologues, un refus, à rebours de l'évidence, de considérer ces phénomènes d'opposition comme une défense d'intérêts individuels. C'est notamment le cas quand des habitants, qui s'affirment pourtant hostiles au nucléaire et aux énergies carbonées, refusent avec vigueur que l'on plante des éoliennes près de chez eux (Oiry, 2015). Pour les chercheurs dont nous parlons, ce qui s'exprime là n'est aucunement constitutif d'une forme d'égoïsme ou de nimbysme, c'est le simple et légitime résultat de l'attachement des habitants à leur environnement, au paysage qui les entoure (Wolsink, 2000 ; Aitken, 2010 ; Hübner et Pohl, 2015). Pour eux, ce sont toujours les habitants qui possèdent la meilleure connaissance de leur territoire, et donc savent mieux que quiconque ce qui lui convient. Leur ancrage quotidien dans le territoire fonde la justesse de leur savoir. À l'inverse, les porteurs de projets, surtout si ce sont des filiales de grands groupes industriels, ne peuvent être que

des acteurs vénaux, essentiellement mus par la volonté d'engranger un maximum de bénéfices économiques et prêts à chambouler le confort de vie de toute une population pour servir des dividendes élevés à leurs actionnaires. Quant aux experts, ils vivent loin de la réalité de terrain et sont potentiellement à la solde des porteurs de projet.

2. Une analyse basée sur une vision binaire de la motivation des acteurs

- 5 Mais cette lecture des tensions et conflits engendrés par l'arrivée d'un nouvel entrant sur un territoire n'est pas exempte d'une certaine forme de parti pris, et on peut estimer que les chercheurs qui la promeuvent font une entorse à l'objectivité méthodologique que par ailleurs ils revendiquent. Un modèle idéologique essentiellement binaire est en effet ici au cœur de l'analyse. Les porteurs de projets – des grandes entreprises souvent, mais pas toujours – sont d'emblée placés du côté des dominants économiques, et pour équilibrer le modèle, les habitants le sont symétriquement du côté des dominés. Aussi, le refus de l'installation programmée apparaît-il comme une légitime résistance à la violence économique. On retrouve là, en filigrane, une sorte de déclinaison de la lutte des classes, mais sans que celles-ci aient le moins du monde été pensées, que ce soit dans leurs contours ou leurs rapports mutuels. Dans le raisonnement de ces chercheurs, qui se revendiquent volontiers du courant « critique », figure donc un certain nombre de présupposés qui les éloignent singulièrement de l'attitude de neutralité axiologique.
- 6 En fait, la réalité est rarement aussi caricaturale et correspond donc mal à cette lecture manichéenne. D'abord, pour ce qui est des énergies renouvelables, les entreprises qui les développent ne sont pas toujours des multinationales. Elles peuvent être des coopératives ou même, comme dans le cas de la méthanisation à la ferme, des entreprises familiales ou issues du regroupement de quelques exploitants ayant l'ambition de traiter leurs effluents d'élevage et autres déchets agricoles en commun. Les porteurs de projets ne sont donc pas systématiquement des « Goliath » et, de leur côté, comme nous allons le voir, les habitants ne sont pas toujours des innocents et faibles « David ». Ainsi, il existe un lobby anti-éolien en France, et les recours multiples, facteurs de retards importants lors de la construction d'éoliennes *on shore*, et encore plus *offshore*, sont là pour en montrer l'efficacité. Les opposants à un projet local trouvent en la Fédération environnement durable (FDE) un support efficace pour les aider dans les modalités administratives de constitution de leur association et dans leur stratégie d'action¹. Il n'existe donc pas dans ce cas de véritable asymétrie d'information et de pouvoir, le combat entre ceux qui portent les projets et ceux qui les contestent n'est pas si déséquilibré que ce que l'on pourrait croire de prime abord. Et la frontière entre dominants et dominés se révèle bien plus difficile à tracer que beaucoup de sociologues et autres chercheurs en sciences sociales ne le disent.

3. Sortir du manichéisme

- 7 En fait, ce qui pêche dans cette représentation des habitants et de ce qui motive leur refus du nouvel entrant sur le territoire, c'est son extrême simplicité. Parce qu'ils s'opposent à des porteurs de projets représentés en purs défenseurs d'intérêts égoïstes (ils veulent faire du profit), les habitants ne peuvent, de leur côté, qu'être totalement

dépourvus de préoccupations utilitaristes (Flanquart, 2016). Cette vision en noir et blanc rend très mal compte de la réalité. Comme l'explique le philosophe Philip Pettit (2006), lorsque l'on examine ce qui gouverne le comportement des individus dans leur vie quotidienne, on distingue des tendances contradictoires. Pour simplifier, on peut considérer qu'ils sont soumis à deux rationalités principales : la recherche d'utilité d'un côté, le respect des normes culturelles orientées par des valeurs de l'autre. La première est liée à la satisfaction de sentiments égoïstes, à la recherche de bien-être ; la seconde est tournée vers autrui, et donc en grande partie altruiste. Et selon les circonstances, selon le contexte, c'est plus l'une ou plus l'autre qui s'exprime chez l'individu. Pettit illustre cette façon de fonctionner par la métaphore du pilotage d'un avion : dans l'univers familial et amical, le cap choisi est le respect des valeurs culturelles et morales, ce sont donc elles qui sont aux commandes ; au contraire, dans l'univers marchand et celui des relations non émotionnelles, c'est l'utilitarisme qui pilote la conduite de l'individu. Mais quelle que soit la rationalité qui fixe le cap dans l'instant, l'autre, bien que dominée, n'est jamais absente : elle joue le rôle de copilote. Elle est même prête à s'emparer des commandes en cas de besoin. Même dans le monde concurrentiel et marchand, l'égoïsme est rarement total et peu de personnes satisfont leurs désirs en piétinant l'ensemble de leurs valeurs morales ; inversement, dans l'univers affectif qu'est la famille ou le couple, l'amour nous fait rarement oublier totalement nos intérêts personnels. Donc, dans leur façon de sentir, penser et agir, les individus « ordinaires » sont soumis conjointement à ces deux rationalités, et il n'existe aucune raison de penser que les personnes et familles dérangées par un nouvel entrant sur leur territoire (pas plus d'ailleurs que l'auteur de ces lignes !) fonctionnent de manière différente. Si quasi personne ne tombe dans le nimbyisme pur, quasi personne n'en est non plus totalement exempt.

- 8 Il y a donc fort logiquement du nimbyisme chez les opposants à un projet éolien, à l'implantation d'un foyer de migrants ou de toute autre installation venant perturber leur environnement proche et la potentielle valeur de leur bien immobilier. Ce n'est nullement les stigmatiser que de dire cela. Celui qui est habitué au paysage qui l'entoure et à la vie de son quartier, celui qui a investi l'essentiel de son épargne dans l'achat d'une résidence peut se trouver légitimement dérangé par l'arrivée d'un équipement dont il n'a pas décidé l'installation. Et son opposition, bien que s'appuyant surtout sur ses motivations égoïstes, ne peut être considérée comme dépourvue de légitimité. Chacun a le droit de défendre ses intérêts personnels, et même d'habiller les arguments qu'il déploie dans le débat public avec une forme de « montée en généralité ». Mais face à cette légitimité, il en existe une autre, celle des pouvoirs publics. L'intérêt commun constitue la base légitime de leur volonté de réaliser ou d'autoriser l'implantation d'une unité de production d'énergie renouvelable, d'un lieu d'accueil pour les migrants ou les gens du voyage, etc. On assiste donc ici moins à un conflit entre ceux qui auraient raison et ceux qui auraient tort, qu'à un affrontement entre deux positions qui s'appuient chacune sur des raisons à la fois compréhensibles et défendables. La tâche du chercheur en sciences sociales est alors d'analyser l'origine, les caractéristiques, la façon dont chacune de ces légitimités est justifiée dans le débat public, mais s'il veut respecter une certaine neutralité axiologique², il doit s'arrêter là et s'abstenir de dire qui a raison et qui a tort.
- 9 Quittons maintenant, provisoirement, la logique et les motivations des habitants pour aller du côté des entreprises de tous statuts qui investissent dans les programmes

éoliens ou autres installations de production d'énergie renouvelable. On peut se demander si le fait qu'elles cherchent à faire du profit suffit à les discréditer totalement. Seuls ceux qui, par idéologie, sont hostiles à toute entreprise privée, quelle que soit sa stratégie, son comportement social et environnemental³, peuvent défendre cette position. Les autres peuvent être pour le développement des énergies renouvelables et, voyant que l'État n'a pas les moyens financiers pour le faire dans des délais et avec l'ampleur nécessaire, estimer qu'il y a donc une place pour les entreprises privées et les coopératives de production dans le secteur des énergies renouvelables. Dans ce cas, la distribution de dividendes (raisonnables) aux actionnaires des compagnies privées et aux coopérateurs qui investissent pour aider à atteindre l'objectif fixé par un gouvernement démocratiquement élu n'entre pas en contradiction avec la recherche du bien commun. Aussi, même dans ce cas où le producteur d'énergie peut être vu comme un Goliath et l'habitant d'un territoire comme un David, le fait que le combat tourne en faveur du premier ne peut être totalement vu comme un déni de démocratie, une victoire de l'intérêt particulier sur l'intérêt général.

4. Le débat vu du côté éthique et politique

- ¹⁰ Pour la question du traitement de l'acceptabilité sociale dans des instances de concertation, on doit, au moins partiellement, quitter le domaine de la science – qui a pour mission d'aider à comprendre ce qui est et non de dire ce qui doit être – pour entrer dans la sphère du politique et de l'éthique. Il s'agit de réfléchir à ce que ces instances, qui servent de support au processus de participation, doivent permettre en matière d'expression et de participation des citoyens à la prise de décision finale. Là encore, on trouve une nette méfiance de la part des sociologues et chercheurs en sciences sociales qui étudient l'acceptabilité des projets, particulièrement ceux de nature technologique (Boissonade *et al.*, 2016 ; Jarrige, 2014). Pour eux, les mécanismes mis en place ne méritent l'adjectif de participatifs que s'ils offrent la réelle possibilité non seulement d'amender le projet pour le rendre plus acceptable, mais aussi d'y faire renoncer définitivement son porteur. Aussi, tout chercheur qui participerait de près ou de loin à des instances qui ne remplissent pas cette seconde condition trahirait en quelque sorte et sa science et le processus démocratique, rien de moins ! Pourtant, même si cela peut heurter la représentation commune de ce qu'est une instance de concertation, la capacité qu'ont les participants à faire abandonner un projet n'est pas une condition nécessaire à son fonctionnement du double point de vue politique et éthique. On peut considérer que même si les pouvoirs publics ont déjà pris la décision quasi irrévocable de continuer le projet avant de le porter devant une instance de participation, celle-ci conserve son utilité et mérite même de garder son nom. Certains projets, certaines mesures jugées nécessaires au niveau national, voire mondial, se heurtent systématiquement à de fortes oppositions locales ou particulières. Si on se centre sur la question de la transition énergétique, il apparaît que la grande majorité des citoyens pensent nécessaire de substituer des énergies vertes aux énergies carbonées, et pourtant peu d'entre eux souhaitent que l'on déploie les nouvelles installations sur leur territoire. Face à cette contradiction, il est alors légitime que les pouvoirs publics, après avoir mis en place des instances de concertation et écouté leurs conclusions, tranchent et imposent, aux endroits où on peut juger que leur impact est le moins négatif, des implantations dont on sait qu'elles seront mal acceptées. L'instance de concertation a alors eu pour rôle, limité mais important, d'améliorer le

projet dans toutes ses dimensions, afin de le rendre le plus acceptable possible. Et même si des résistances subsistent après les adaptations, le pouvoir politique, parce qu'il a été légitimement élu, peut persister dans sa décision s'il juge le projet indispensable à la collectivité, voire à la planète. Celle-ci ne peut être gérée comme un gigantesque patchwork de jardins et d'arrière-cours dont les propriétaires seraient les seuls à pouvoir décider ce qu'on plante à proximité. Néanmoins, ce qui peut s'apparenter à un « passage en force » ne doit pas engendrer une stigmatisation des opposants – qui, comme nous l'avons dit, défendent légitimement leurs intérêts et convictions –, cela doit au contraire s'accompagner, dans la mesure du possible, d'une indemnisation pour compenser la perte d'aménités subie.

- 11 Dans la plupart des territoires – pour ne pas dire tous –, développer des sites de production d'énergie renouvelable, construire des lignes de chemin de fer, implanter des lieux d'accueil pour les personnes en transit ou quelque autre infrastructure créant des nuisances, des risques ou de simples inquiétudes change la façon dont on y vit et peut créer des problèmes d'acceptabilité. Néanmoins, si le projet est jugé nécessaire d'un point de vue environnemental, éthique ou humanitaire, on peut admettre qu'il doive être réalisé, même si des habitants, des citoyens s'en trouvent lésés. La concertation et l'écoute attentive des habitants/citoyens permet dans ce cas de minimiser les perturbations et les pertes.

5. Conclusion : autonomie institutionnelle et hétéronomie idéologique

- 12 Le chercheur praticien, celui qui ne bénéficie pas de la même liberté de travail que le chercheur d'une université ou d'un organisme public et qui vend ses compétences dans un autre circuit, se trouve incontestablement devant un problème éthique : doit-il répondre à une commande sur l'acceptabilité d'une installation technique ou d'autre nature alors que ce qu'il mettra en évidence sera possiblement utilisé à leur bénéfice par le porteur de projet et les pouvoirs publics ? La réponse n'est ni simple ni obligatoirement négative. En effet, nous avons montré dans ce texte qu'utilité publique et acceptabilité sociale d'un projet ne vont pas toujours de pair, et que participer à l'accroissement de cette dernière peut contribuer à accroître le bien commun. Ce n'est pas parce que la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique nécessitent d'implanter des éoliennes, des méthaniseurs, des centrales photovoltaïques et qu'une majorité de citoyens sont convaincus de cela que les territoires auxquels on les destine les acceptent. De même, ce n'est pas parce que les règles de l'hospitalité et de l'humanisme imposent que l'on se dote de lieux pour les gens du voyage et les déplacés pour raisons diverses qu'on peut toujours les construire sans problème. Le sociologue, le chercheur en sciences sociales qui, par son travail sur l'origine de ces réticences, participe à la réduction de cet écart entre le socialement souhaitable et le localement acceptable ne pèche *a priori* ni contre l'éthique ni contre la science. Travailler sur les raisons qui font qu'une communauté d'habitants refuse sur son territoire un champ d'éoliennes ou un foyer pour réfugiés n'est pas la même chose que travailler sur l'acceptabilité sociale d'une centrale électrique au charbon ou d'un énième centre commercial en périphérie d'une ville.
- 13 De son côté, le chercheur qui a la chance de bénéficier d'un statut public peut se montrer plus exigeant en matière de neutralité axiologique et refuser de travailler sur

l'acceptabilité de quelque projet que ce soit, de peur d'être instrumentalisé et de voir ses résultats mal utilisés. Encore faut-il que ce désir d'objectivité, d'autonomie vis-à-vis des porteurs de projets ne coexiste pas avec une hétéronomie idéologique – qui peut, comme nous l'avons vu, le pousser à défendre la tendance au nimbyisme que chacun d'entre nous possède en soi et qui s'exprime volontiers quand on vient troubler l'ordonnancement de notre environnement immédiat. On voit en effet mal pourquoi le sociologue ou le chercheur en sciences sociales « critiques » considère que l'habitant du très bourgeois XVI^e arrondissement de Paris est mû par le nimbyisme quand il proteste contre l'implantation d'un foyer de migrants sur l'allée des fortifications, alors qu'il serait exempt de ce sentiment quand il s'oppose à l'implantation d'éoliennes près de sa maison de campagne sur la côte normande et ailleurs ! Dans un cas comme dans l'autre, il aura les mêmes motivations et les mêmes arguments : il niera être insensible aux préoccupations environnementales ou humanistes, mais plaidera qu'il existe ailleurs, des lieux bien plus appropriés pour implanter le projet.

BIBLIOGRAPHIE

Aitken M., 2010, « Why we still don't understand the social aspects of wind power : A critique of key assumptions within the literature », *Energy Policy*, vol. 38, n° 4, p. 1834-1841.

Batellier P., 2016, « Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec : définitions et postulats », *VertigO*, vol. 16, n° 1, <http://journals.openedition.org/vertigo/16920> ; <https://doi.org/10.4000/vertigo.16920>.

Bicaïs M., 2007, *Imaginaire de la fonctionnalité, de l'acceptabilité sociale à l'émergence du projet technicien*, thèse de doctorat, sous la direction de Barbara Michel, université Pierre-Mendès-France, Grenoble.

Boissonade J., Barbier R., Bauler T., Fortin M.-J., Fournis Y., Lemarchand F., Raufflet E., 2016, « Mettre à l'épreuve l'acceptabilité sociale », *VertigO*, vol. 16, n° 1, <http://journals.openedition.org/vertigo/17163> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.17163>.

Devine-Wright P., 2009, « Rethinking NIMBYism : The role of place attachment and place identity in explaining place-protective action », *Journal of Community & Applied Social Psychology*, vol. 19, p. 426-441.

Elias N., 1993, *Engagement et distanciation. Contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard.

Flanquart H., 2016, *Des risques et des hommes*, Paris, PUF.

Hübner G., Pohl J., 2015, *Acceptabilité accrue grâce à des distances d'éloignement accrues ? Une étude comparative psycho-environnementale*, Office franco-allemand pour les énergies renouvelable.

Heinich N., 1998, *Ce que l'art fait à la sociologie*, Paris, Minuit.

Jarrige F., 2014, *Techno-critiques. Histoire des résistances au « progrès » technique*, Paris, La Découverte.

- Kent C., Lane L., 2009, « L'art de faire avaler la pilule. Enquête sur l'acceptabilité sociale », *Revue Z*, n° 1, https://www.opalesurcasting.net/IMG/Acceptabilite_Z.pdf.
- Lagier E., 2018, « La sociologie au service des économies d'énergie ? Déconstruire les implicites de la commande initiale pour mieux y répondre », *Sociologies pratiques*, n° 36, p. 95-103.
- Oiry A., 2015, « Conflits et stratégies d'acceptabilité sociale autour des énergies marines renouvelables sur le littoral français », *VertigO*, vol. 15, n° 3, <http://vertigo.revues.org/16724> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.16724>.
- Pettit P., 2004, *Penser en société. Essais de métaphysique sociale et de méthodologie*, Paris, PUF, coll. « Philosophes en sciences sociales ».
- Raufflet E., 2014, « De l'acceptabilité sociale au développement local résilient », *VertigO*, vol. 14, n° 2, <https://doi.org/10.4000/vertigo.15139>.
- Weber M., 1992 (1917), « Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques », in *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket Agora.
- Wolsink M., 2000, « Wind power and the NIMBY-myth : institutional capacity and the limited significance of public support », *Renewable Energy*, vol. 21, n° 1, p. 49-64.
- Wüstenhagen R., Wolsink M., Bürer M. J., 2007, « Social Acceptance of Renewable Energy Innovation », *Energy Policy*, n° 35.

NOTES

1. Voir sur le site de la FDE la rubrique « Que faire quand on se trouve devant un projet de ZDE ? », qui présente un modèle de statut d'association de défense de riverains devant un projet éolien et un modèle de tract à distribuer : <https://environnementdurable.net/documents/html/fichesconseils.htm>.
2. La neutralité axiologique revendiquée ici correspond à celle théorisée il y a un siècle par Max Weber (1992 [1917]). Cette position épistémologique ne cherche nullement à nier que le chercheur en sciences sociales fait lui-même partie de l'objet qu'il étudie, qu'il lui est donc difficile, voire impossible d'être dans la pure « distanciation » (Elias, 1993), elle réaffirme simplement la nécessité pour lui de s'interroger en permanence sur ce que sont ses valeurs et engagements, afin de s'en détacher le plus possible quand il tente de comprendre un phénomène social (Heinich, 1998 : 81-82). Si ce point de vue n'est pas incompatible avec la recherche-action, il incite néanmoins le chercheur qui la pratique à éviter de travailler sur des sujets pour lesquels il possède un « engagement » fort et à voir les connaissances qu'il produit comme nécessairement complétées par d'autres chercheurs ayant des « engagements » différents.
3. Il n'y a aucune naïveté derrière cet énoncé : quoi qu'elles affirment en la matière, les grandes firmes ne se montrent véritablement respectueuses en matière d'environnement et de bien-être social de leurs salariés que si la loi les y contraint et si les contrôles sont nombreux.

RÉSUMÉS

L'arrivée sur un territoire d'une installation produisant des nuisances et risques provoque souvent l'opposition d'une partie de la population. C'est particulièrement le cas pour les sites de production d'énergie renouvelable (champs d'éoliennes, méthaniseurs...). On qualifie de syndrome Nimby (Not In My Back Yard) le refus des habitants de voir leur environnement immédiat perturbé. De nombreux chercheurs en sciences sociales contestent pourtant cette qualification stigmatisante, selon eux. Ils préfèrent voir dans cette opposition habitante une résistance à une décision insuffisamment concertée et/ou trop favorable à la firme porteuse du projet. L'article ambitionne de montrer que le qualificatif de nimbyste peut être utilisé pour qualifier les habitants s'opposant au projet sans les stigmatiser. Il veut aussi montrer que l'on peut utiliser la notion d'acceptabilité sociale dans ce genre de contexte, tout en restant à distance des intérêts des différents acteurs, c'est-à-dire axiologiquement neutre.

When a potentially nuisance and risk-producing site is planned in a territory, very often a part of the population expresses its opposition. This is particularly the case for sustainable energy production sites (wind farms, methanizers, etc.). This inhabitants' refusal to see their immediate environment disturbed is generally called NIMBY Syndrome. However, many social scientists refuse this qualification they consider stigmatizing for residents. They prefer to see the refusal of these new sites as an resistance act, following a insufficiently concerted decision and/or too favorable to the the firm who carries the project. This article aims to show that the term 'nimbyst' can be used to describe the inhabitants opposing the project without stigmatizing them. It also wants to show that notion of social acceptability can be used in this kind of context while remaining at a distance from the interests of the different actors, i.e., axiologically neutral.

INDEX

Mots-clés : Nimby, acceptabilité sociale, stigmatisation, énergie renouvelable, territoire, nuisances et risques, neutralité axiologique

Keywords : Nimby, social acceptability, stigma, sustainable energy, territory, nuisances and risks, axiological neutrality

AUTEUR

HERVÉ FLANQUART

Hervé Flanquart est sociologue et professeur en aménagement et urbanisme. Il travaille principalement sur la perception/représentation des risques technologiques, naturels, sanitaires...

Université du Littoral Côte d'Opale, université de Lille, ULR 4477 – TVES – Territoires Villes Environnement & Société, F-59140 Dunkerque, France